

Chapitre 10 L'éducation et la formation, moteurs de lutte contre la pauvreté

La croissance mondiale a permis le développement de certains pays mais a aussi creusé les inégalités. Depuis 1980, la croissance mondiale a principalement profité à deux groupes de population : les plus pauvres et les plus riches. Elle a ainsi permis aux pays les plus pauvres de se développer.

Dans les pays développés, ce sont les populations les plus riches qui en ont le plus profité. Par contre, la situation des classes moyennes ne s'est pas réellement améliorée.

Le développement désigne les **évolutions positives** dans les **changements structurels d'un pays**. Ces **évolutions positives peuvent être d'ordre démographique**, technique, industriel, sanitaire, culturel, social, etc. Il existe de nombreux indicateurs pour le mesurer : l'DH, le BIP40, l'IPH, etc. La croissance économique contribue au développement car elle permet d'améliorer l'emploi, le niveau de vie des individus et le niveau d'éducation des populations.



À retenir !

- Pauvreté et inégalités dans le monde
 - La **pauvreté absolue** est déterminée par un niveau de revenus en dessous duquel les besoins fondamentaux de l'individu ne sont pas satisfaits (nourriture, logement, habillement). La pauvreté absolue a, depuis 30 ans et grâce à la croissance économique, fortement diminué dans le monde.
 - La **pauvreté relative** est définie par le fait que les individus pauvres ont un revenu inférieur à une fraction (40, 50 ou 60 %) du revenu moyen ou médian de l'ensemble de la population. La pauvreté se maintient ces dernières années dans le monde.
 - Les **inégalités de revenu**, elles, ne cessent d'augmenter dans le monde depuis 40 ans. Les 1 % les plus riches ont deux fois plus profité de la croissance que les 50 % les plus pauvres.
- Rôle de l'éducation et de la formation dans le développement économique des pays et lutte contre la pauvreté
 - Le **développement économique** se caractérise par un ensemble de transformations des structures démographiques, économiques et sociales au sein d'un pays.
 - L'**éducation et la formation** réduisent la pauvreté de 12 % lorsque tous les enfants sortent de l'école avec les compétences de base, et même de 30 % en ce qui concerne l'extrême pauvreté. Les pays qui s'appuient sur une population bien formée sont plus à même de conserver une économie dynamique dans les années à venir. Ils pourront s'adapter aux changements de tendance. L'éducation et la formation sont des instruments puissants pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

L'éducation soutient la croissance économique (ex : si tous les enfants des pays à faibles revenus apprenaient à lire, leur PIB par habitant serait 70 % plus haut en 2050). L'éducation aide à développer des solutions innovantes (ex : la création d'industries vertes dans l'agriculture).

- **Charles Kindleberger** (1986), l'un des auteurs pionniers en la matière, **définit les biens publics mondiaux** en ajoutant deux dimensions aux critères de non-rivalité et de non-exclusion.
 - **La non-rivalité d'un bien signifie** que sa consommation par un individu n'empêche pas la consommation du même bien par un autre individu.
(**Exemple** *Un phare à l'entrée d'un port permet de guider tous les marins simultanément.*)
 - **La non-exclusion** indique qu'il n'est pas possible d'empêcher un agent de consommer ce bien. Cette impossibilité d'exclure quiconque de la consommation d'un bien résulte du fait qu'on ne peut individualiser les consommations de chacun et ainsi en tarifier l'usage.
(**Exemple** : Il est impossible de priver certains marins de l'utilisation du phare, ni de les faire payer pour son utilisation en fonction de leur consommation.)
- Les biens publics mondiaux sont **l'ensemble des biens accessibles à tous les États qui n'ont pas nécessairement un intérêt individuel à les produire**. Cette définition souligne le caractère universel de ces biens: leur utilité dépasse le cadre des frontières nationales.
 - La préservation de la couche d'ozone concerne le développement de tous les États. Cette définition souligne également le problème de la production de ces biens publics mondiaux qui nécessitent la coordination entre les États.